

HJ na 95

REMARQUES

CONCERNANT

L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT MANDATAIRE EN PALESTINE

LORS DES AGRESSIONS ARABES
CONTRE LA POPULATION JUIVE EN AOÛT 1929
ET CONCERNANT

LES POPULATIONS JUIVES ET ARABES

PAR

J. H. KANN

ANCIEN CONSUL DES PAYS-BAS A JÉRUSALEM



LA HAYE
MARTINUS NIJHOFF
1930



Bibliothèque Maison de l'Orient



129556

L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT MANDATAIRE
EN PALESTINE

REMARQUES

CONCERNANT

L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT MANDATAIRE EN PALESTINE

LORS DES AGRESSIONS ARABES
CONTRE LA POPULATION JUIVE EN AOÛT 1929
ET CONCERNANT

LES POPULATIONS JUIVES ET ARABES

PAR

J. H. KANN

ANCIEN CONSUL DES PAYS-BAS A JÉRUSALEM



LA HAYE
MARTINUS NIJHOFF
1930



no inv. R.249

A LA MEMOIRE DE

THEODOR HERZL
DAVID WOLFFSOHN
MAX NORDAU
ALEXANDER MARMOREK
JEAN FISCHER

ET DE TANT D'AUTRES QUI SE SONT
DÉVOUÉS A LA CAUSE JUIVE

PRÉFACE

Les pages qui vont suivre ne contiendront rien de très neuf pour ceux qui sont vraiment au courant de la situation en Palestine. Mais assez rares sont les personnes qui connaissent bien la Palestine d'après-guerre. Même en cherchant parmi celles qui habitent le pays.

En Palestine, encore plus qu'ailleurs, chacun vit dans son milieu propre. De temps immémorial, il existe la division entre Catholiques, Orthodoxes, Protestants, Juifs, Musulmans; et chacun de ces groupes est encore fractionné. De même, il y a le milieu des fonctionnaires anglais, celui des intellectuels juifs, celui des consuls. Chacun vit séparé de tous les autres. Et, en règle générale, on ne se donne hélas pas la peine de se comprendre l'un l'autre.

Ajoutez à cela l'immigration juive d'après-guerre, qui a accentué l'importance du groupe originaire d'Europe orientale. Ce groupe, à son tour, est divisé en Juifs russes, polonais, roumains et autres. Nous voyons déjà qu'il n'est pas facile de se faire une idée de la situation en Palestine et de trouver une bonne solution aux problèmes qui s'y présentent.

D'autre part, je n'en doute pas, mon exposé aura l'approbation, du moins dans ses grandes lignes, de ceux qui ont acquis une idée de ce qui se passe en Terre Sainte. Cet exposé n'est, somme toute, que le résumé des notes prises par l'auteur après les conversations qu'il a eues avec des personnes appartenant aux courants les plus divers, résumé mis à l'épreuve de vues personnelles acquises au cours de plus de trente années d'étude de la cause juive. Ces vues sont aussi le résultat d'un nombre d'années passées au service de l'Organisation Sioniste et de quelques années de séjour en Palestine. Et en fin de compte dernière mise au point, une investigation sur les lieux après les troubles, au cours de l'année passée.

Pour ceux qui sont limités par leur propre horizon, au point de ne pouvoir ou de ne vouloir se rendre compte de ce qui existe au delà — et on en trouve tant parmi les Juifs et parmi les Chrétiens que parmi les Musulmans — cette brochure aura probablement été écrite en vain.

Bien que l'auteur de ces lignes ne se soit pas trouvé en Palestine lors des troubles, il croit cependant pouvoir se permettre quelques observations au sujet de l'attitude adoptée par le Gouvernement Mandataire vis-à-vis de ces troubles. Il désire y

ajouter quelques remarques concernant les populations juives et arabes qui, en fin de compte, devront vivre en paix côte à côte en Palestine.

L'auteur ne sousestime nullement les difficultés avec lesquelles l'Administration britannique est aux prises. Les trois langues reconnues officiellement — l'arabe, l'hébreu et l'anglais —, la population mêlée, le nationalisme arabe, les divisions religieuses, les intrigues politiques, l'état arriéré d'une grande partie de la population, l'impétueux élan juif, tous ces facteurs comportent des problèmes dont on ne s'est probablement pas rendu compte à tous les points de vue lors de l'acceptation du mandat.

L'opposition des Arabes à l'établissement des Juifs en Palestine ne peut probablement pas être vaincue par l'Administration britannique seule. Les Juifs, de leur côté, devront sans aucun doute faire tout ce qui est possible afin d'arriver à la longue à une bonne entente avec la population arabe.

Mais là où, déjà plusieurs fois, la résistance arabe s'est manifestée par le massacre et le pillage, le devoir de la Puissance Mandataire est de briser cette résistance coûte que coûte, et à jamais.

J. H. KANN

La Haye, avril 1930.

Le Mandat. Pour la bonne compréhension de ce qui va suivre, on se rappellera que le mandat palestinien a été confié au Gouvernement britannique en exécution de l'article 22 du Pacte de la Société des Nations et à la suite de la déclaration du Gouvernement britannique du 2 novembre 1917 (Déclaration Balfour).

Au premier plan des stipulations de ce mandat se trouve la reconnaissance du droit historique du peuple juif à rétablir son Foyer national en Palestine; la Puissance Mandataire a la responsabilité d'assurer, par des moyens efficaces, l'établissement de ce Foyer national.

La Puissance Mandataire a successivement nommé comme Hauts Commissaires, Sir Herbert Samuel, Lord Plumer et Sir John Chancellor.

Confiants en la Déclaration Balfour, des milliers de Juifs se sont fixés en Palestine après la guerre. Ils ont apporté de grands capitaux dans le pays. Ils ne doutaient pas de ce que le Gouvernement ne prenne des mesures suffisantes pour protéger leur vie et leurs biens.

Sans aucun doute, les Hauts Commissaires suc-

cessifs ont fait leur possible. Mais les justes attentes de la population juive n'ont pas été réalisées jusqu'ici. On peut même dire que la machine gouvernementale palestinienne, en ce qui concerne l'exécution des principales stipulations du mandat, a été bloquée dans une certaine mesure.

Peut-être l'Angleterre, forte de sa très grande expérience en tant que puissance coloniale, a-t-elle trop compté sur cette expérience lorsqu'elle s'est chargée du mandat palestinien. Peut-être a-t-on accordé trop peu de poids aux difficultés devant lesquelles on allait être placé. Peut-être a-t-on omis d'envoyer précisément tels fonctionnaires qui eussent traité les problèmes qui se présentent en Palestine avec le doigté nécessaire.

Un pays avec trois langues reconnues officiellement, plusieurs religions, plusieurs races, des lieux saints, une population primitive. Il y a là de quoi faire perdre la tête à un fonctionnaire qui, déplacé de l'une ou l'autre colonie anglaise, arrive en Palestine. Il était habitué à avoir à faire à des indigènes. Il en trouve également en Palestine. Mais, en outre, il trouve des Juifs qui ne permettent pas qu'on les traite comme des indigènes. Voilà qui est difficile pour le fonctionnaire anglais. Celui-ci ne se rend généralement pas compte de ce que les Juifs, par leur savoir plus étendu, par

leur plus grand développement intellectuel et par leur civilisation supérieure, ne peuvent être placés sur le même plan que les indigènes.

Il serait désirable que les fonctionnaires anglais, avant d'entrer en fonction en Palestine, soient obligés d'acquérir quelques notions d'histoire et de civilisation juives. Et aussi de Sionisme. Ils devraient avoir une idée de la fonction particulière de l'Angleterre par rapport à la Palestine. Rares sont ceux, parmi les fonctionnaires anglais, qui sont pénétrés de l'idée que la Palestine n'est pas une simple colonie, qu'ils doivent exercer leurs fonctions d'une façon qui s'accorde avec les stipulations du mandat.

Les fonctionnaires qui arrivent sans préjugés, tombent d'eux-mêmes dans le milieu existant. Leurs sous-ordres sont pour la plupart des Arabes. Ils trouvent une presse juive qui exerce sa critique contre eux. Et les voilà bientôt anti-sémites. Ils oublient que les Juifs ont le droit d'exiger du Mandataire anglais l'exécution des stipulations du mandat, en tenant compte de l'esprit dans lequel elles ont été conçues.

Suivant ces stipulations, le Mandataire doit venir en aide à la colonisation juive. Sacher, un de ceux qui dirigent cette colonisation, écrit le 30 août 1929 dans le Manchester Guardian: „Pas un seul

pouce des terres de l'état, en Palestine, n'a jamais été mis à la disposition de l'Agence juive pour l'installation des Juifs". On croirait pourtant que cela aurait dû être fait en premier lieu.

M. Henry Noel Brailsford écrit „que la tâche de favoriser véritablement l'idéal d'un Foyer juif a été exécutée à contre-coeur, de mauvaise grâce, sans conviction par le Gouvernement de la Palestine. Point n'est besoin de parler de la négligence (pour ne pas dire plus) qui a rendu possible les récents massacres. Ce qui est plus grave, c'est que le rebut de la population a acquis en quelque sorte la conviction que le Gouvernement était avec lui".

Quoi qu'il en soit, l'impression qu'on reçoit en Palestine est bien que la ligne de conduite du Gouvernement est d'éviter par tous les moyens de mécontenter les Arabes.

Lorsqu'on parle des Arabes, il faut bien se rendre Les Arabes. compte de ce qu'en Palestine le nationalisme arabe est une chose toute récente, et de la tiédeur du sentiment de la grande majorité pour ce nationalisme. On trouve en Palestine les effendis, l'ancienne classe dirigeante. Ce sont eux qui ont utilisé la question du Mur des Lamentations afin d'attiser le fanatisme musulman et de rétablir, de cette façon, leur néfaste influence sur la population. Parmi les

effendis il y a un certain nombre d'Arabes chrétiens. Ces derniers sont, pour la plupart, des boutiquiers. Ils ont trouvé leur profit au boycottage de la population juive et ont rassemblé de l'argent afin d'être en mesure de le poursuivre. Les autres Arabes chrétiens des villes, sont pour la plupart des intellectuels. Ils sont fonctionnaires, avocats, médecins, journalistes. Mais n'ayant pas encore acquis de tradition dans ces diverses fonctions, ils se trouvent généralement en état d'infériorité vis-à-vis des médecins et avocats juifs.

Ensuite, il y a les fellahs, la grande majorité de la population arabe. Ce sont les paysans, la petite classe des villes, les ouvriers, les hommes de peine, les ouvriers des ports. De leur nature, ils ne sont généralement pas fanatiques. Ils auraient assailli avec un plaisir égal les effendis, s'ils avaient eu la perspective d'un butin — et la promesse de l'impunité.

Cette fois-ci, leur fanatisme a été éveillé par une campagne soigneusement préparée. L'occasion leur était donnée de servir à la fois Dieu et Mammon. Et ils ont attaqué les Juifs. Mais le nationalisme, en général, ne joue aucun rôle chez eux.

Enfin, il y a encore les bédouins, qui à leur tour doivent être divisés en tribus semi-sédentaires et bédouins du désert. Ces bédouins sont une des plaies de la Palestine, une plaie pittoresque, si l'on

veut. Ils s'occupent d'élevage de chevaux, de chameaux, d'ânes, de moutons et de chèvres. Ils considèrent comme leur bon droit de mener paître leurs bêtes sur les champs d'autrui. Ce sont les bohémiens de l'Orient; venant du désert, ils franchissent les frontières du monde civilisé. Ils sont généralement misérablement pauvres et toujours prêts à marcher lorsqu'il y a du butin à récolter. Aussi sont-ils la terreur de la population paysanne sédentaire, tant juive qu'arabe. Car dans leurs razzias ils ne font de distinction ni de race ni de religion.

Le développement de la Palestine est cause d'une diminution constante de leur „domaine". C'est ce qu'ils reprochent naturellement aussi à la colonisation juive. En août 1929, il fut donc facile aux agitateurs arabes d'amener quelques tribus de bédouins à attaquer la population juive, dans l'espoir d'un riche butin.

On ne peut juger les bédouins à la même échelle que les peuples civilisés d'Europe. C'est un peuple primitif, toujours prêt au pillage quand il voit quelque chance de succès. Chez eux il n'est pas honteux de mentir ou de voler. Il est honteux d'être attrapé. On ne peut nier le fait que le gros de la population arabe se trouve à un niveau de culture inférieur à celui de la population juive. Il convient

que les sanctions appliquées aux délits qu'ils commettent soient celles qui font impression sur les peuples primitifs. Dans leur for intérieur, ils rient de notre humaine jurisprudence européenne.

Qu'ont fait les effendis de la Palestine ? Qu'ont-ils fait dans le domaine de l'amélioration du sol, dans celui de l'amélioration des conditions d'hygiène ? Qu'ont-ils fait dans le domaine de l'enseignement ? Que font-ils pour leurs malades et pour les orphelins et les vieillards arabes ? Rien, ou presque rien.

L'agriculture n'était pas développée en Palestine avant l'introduction de nouvelles méthodes par la colonisation juive. Il n'y avait pas d'industrie.

Malgré la campagne contre la vente de terrains aux Juifs, effendis et fellahs mettent les leurs en vente dans l'espoir d'en obtenir un haut prix ; et aussi parce qu'ils craignent vaguement une interdiction de vente des terrains.

„Dis à Balfour qu'ici dans le Sud nous sommes prêts à vendre du terrain pour un prix bien moindre que celui qu'il doit payer dans le Nord", disait un cheik des environs de Gaza. Neuf dixièmes des Arabes ne comprennent rien à une Déclaration Balfour. Pour eux Balfour est un concept, une puissance, de l'argent pour favoriser la colonisation juive.

La jalousie joue un grand rôle dans l'opposition arabe à la Déclaration Balfour. De là l'agitation contre l'octroi de la concession pour l'exploitation de la potasse de la Mer Morte. De même contre l'entreprise d'électrification de Ruthenberg. A Jaffa, le conseil communal arabe a même pris la décision de remplacer l'éclairage électrique des rues par l'éclairage au gaz de pétrole. A Caïffa également une action a été menée dont le but était le boycottage du courant électrique de la fabrique Ruthenberg. Mais on ne s'est pas laissé persuader. On raconte pourtant l'histoire de l'effendi qui trouvait plus prudent de placer le soir de façon bien visible de la rue une lampe à pétrole allumée devant sa fenêtre. L'intérieur de sa maison était éclairé à l'électricité.

Le peuple arabe est hautement doué, cela ne fait aucun doute. Mais vu l'état arriéré dans lequel il se trouve en Palestine, il est improbable qu'il puisse, sans passer par un stade intermédiaire, s'élever au niveau de la population juive. Ils devront finir par reconnaître que leur progrès dépend du développement de l'établissement juif. Les mauvaises conditions d'existence des fellahs ne sont certainement pas imputables à l'immigration juive, mais elles proviennent de ce qu'ils travaillent leur sol d'une façon primitive et de ce

qu'ils sont exploités par les propriétaires effendis et par les usuriers arabes. Les fellahs n'ont au fond rien contre les Juifs. L'opposition contre l'établissement des Juifs vient des effendis et des journalistes, médecins et avocats arabes qui éprouvent de rude façon la concurrence juive.

La différence entre les villages arabes situés près de colonies juives et ceux qui en sont éloignés, est comme celle qui existe entre le jour et la nuit. Le pays appartenant aux colonies juives au Sud de Jaffa était pour les quatre cinquièmes en friche, lorsqu'il était propriété arabe. Suivant la forte expression des fellahs, il n'avait plus été labouré depuis le temps de Noé.

Entre temps, les fellahs qui habitent dans le voisinage de colonies juives y ont appris les méthodes modernes d'irrigation. Et le fumage du sol. Ils habitent des maisons qui ont une toiture convenable, et des vitres aux fenêtres. Choses inconnues jadis.

Un Arabe qui possédait autrefois disons 300 dunams de terrain (un dunam équivaut à peu près à 920 M²), en a vendu 200 à bon prix à des colons juifs. Cela lui a donné les moyens de cultiver les 100 dunams qui lui restaient. Il est content. Il a une petite maison, une vache, quelques ânes et un peu d'argent.

Les fellahs des villages voisins des colonies juives sont, grâce à elles, arrivés au bien-être. Dans les villages arabes, on voit aujourd'hui de meilleures maisons qu'autrefois. La théorie du refoulement des Arabes par les Juifs est absurde. Il n'y a pas moins d'Arabes qu'avant la colonisation juive. Le fait qu'ils apprennent, grâce aux Juifs, de meilleures méthodes relève leurs conditions d'existence.

Le cas des effendis est différent. Ils étaient autrefois les maîtres du pays. Ils étaient des fonctionnaires turcs. Et les fellahs devaient leur payer d'énormes contributions. Il suffisait aux fellahs de céder leurs terres aux effendis pour ne plus être inquiétés. Moyennant un salaire minime, les fellahs, conservant le droit d'habiter sur leurs anciennes terres, devaient alors les cultiver pour les effendis. Rien n'était donc changé dans le vieil ordre des choses, à la seule différence, que les effendis étaient devenus propriétaires.

Depuis, grâce à l'immigration juive, les conditions de la vie ne sont plus les mêmes. Les fellahs exigent des effendis des salaires plus élevés. C'est ce qui ne plait pas à ces messieurs. Ils sont habitués à bien vivre. Il y a, en Palestine, plus d'autos particulières chez les Arabes que chez les Juifs.

Autrefois, il y avait des effendis, qui allaient à dos d'âne vaquer à leurs affaires. Les hauts prix pour lesquels ils ont vendu leurs terrains leur ont donné des goûts plus luxueux. Ils ont acheté des autos. Mais leurs affaires, les dernières années, ont moins prospéré. Il n'est plus si facile qu'autrefois de prêter de l'argent à des taux exorbitants. Leurs affaires se gâtent. Leur influence diminue. Ils sont jaloux des quartiers de villas juives, de l'opéra dans la ville juive Tel Aviv. Et ils rendent les Juifs responsables de toutes leurs misères.

A l'attitude des fonctionnaires gouvernementaux en Palestine, les effendis virent bientôt qu'il y avait moyen de contrecarrer l'établissement du Foyer national Juif. Aussitôt, ils organisèrent une campagne contre le Foyer national. Toutefois, cela éveilla peu d'intérêt chez la grande majorité de la population arabe. Lorsqu'ils remarquèrent que l'agitation politique donnait peu de résultats, les effendis se tournèrent vers le domaine religieux. Le fanatisme religieux devait servir d'aliment au réveil du nationalisme arabe. C'est ce qui leur a réussi.

Les vieilles familles féodales arabes, qui autrefois disposaient d'une main d'oeuvre bon marché, se sentent menacées dans leur existence par la colonisation juive. Rappelons ici les déclarations

de l'un des témoins juifs à l'Inquiry Commission (il en sera encore question plus loin): De nombreux effendis occupaient autrefois les postes de fonctionnaires sous le régime turc. La source principale de leurs revenus était le bakchiche (pourboires et corruption) et le prêt d'argent à un taux de 60 % et plus. Ils exploitaient les fellahs. L'Administration du mandat a mis fin à leur domination. Mais à présent ils éveillent la haine des fellahs contre les Juifs par la diffusion de mensonges qui avivent le fanatisme religieux des Musulmans. Lors des troubles, les agitateurs ont laissé entendre aux fellahs qu'ils pourraient piller en toute impunité.

La grande majorité de la population arabe ne sait ni lire ni écrire. Voilà pourquoi il est facile à un groupe relativement faible de se faire passer pour le représentant du peuple. Alors qu'en réalité rentrent dans ce groupe précisément ceux qui, sous le régime turc, ont pressuré la population et qui sont responsables de la misère dans laquelle se trouve une grande partie de cette population.

Les effendis chrétiens se sont entendus avec les effendis musulmans. En tant que Chrétiens, ils sont en minorité. Voilà pourquoi il leur était plus profitable de mettre en avant, en tant qu'Arabes, le nationalisme. Ils ont joui, en général, grâce aux

écoles des missions, d'une meilleure éducation que les Musulmans. La presse arabe en Palestine est entre leurs mains.

Le moment est-il arrivé où il faut donner à ce petit groupe une part active dans le Gouvernement du pays ? Sera-t-il possible de donner satisfaction au nationalisme arabe sans que la population juive soit lésée ?

Il y a, chez les politiciens arabes, un fort courant en faveur d'une réunion avec la Syrie. Au point de vue économique, une collaboration de la Palestine avec la Syrie, serait certes raisonnable. En ce qui concerne le commerce et l'industrie, la Palestine est liée — abstraction faite de la consommation intérieure — au proche Orient : Arabie, Transjordanie, Syrie, Iraq, Perse, Égypte et Turquie. Mais au point de vue politique, il existe de telles différences, qu'il ne semble pas à conseiller de changer l'état actuel des choses par une réunion de la Syrie avec la Palestine. C'est pourquoi il serait désirable que les Arabes, qui sous le régime turc ne s'occupaient pas de politique, s'abstiennent maintenant aussi d'agitation politique et qu'ils tâchent, en collaboration avec les Juifs, de porter la Palestine à son maximum de développement.

Sir Mark Sykes, décédé peu après la guerre, avait conçu un plan grandiose de collaboration

entre Juifs et Arabes. Il voulait que les Juifs aident par leur expérience d'occidentaux et par leurs moyens financiers, au développement graduel de l'indépendance arabe en Arabie et en Iraq. Le résultat serait une amitié durable entre la Palestine juive et les grands états arabes.

Sans aucun doute, il y a une belle pensée à la base de ce plan. Mais il faudra quand même, que l'entente amicale se réalise en premier lieu en Palestine entre Juifs et Arabes.

Quoique nous n'ayons pas dit jusqu'ici beaucoup de bien des effendis il serait faux de généraliser. Il se trouve certainement parmi eux des gens raisonnables et droits qui reconnaissent la nécessité, dans l'intérêt de la Palestine, d'une collaboration entre Juifs et Arabes.

Les intérêts des fellahs sont parallèles à ceux de la population paysanne juive, cela ne fait aucun doute. Mais de nombreuses années s'écouleront avant qu'ils ne soient à même de reconnaître cette vérité.

Les Juifs feront, de leur côté, tout leur possible pour trouver des points d'entente avec l'ensemble de la population; il n'est pas permis d'en douter. Cette entente doit, en fin de compte, devenir de nature telle qu'il y ait fusion entre les deux groupes de la population, et qu'à la longue, l'administration

du pays par un Gouvernement Mandataire étranger devienne superflue.

Pour le moment, il ne peut être question de cela. Les divergences sont encore trop grandes, et les bases du Foyer national Juif ne sont pas encore assez solides.

Les Juifs. Maintenant, n'a-t-on rien à se reprocher du côté juif? Disons le tout de suite : Ici aussi, des hommes ont été chargés d'une tâche pour laquelle ils n'étaient pas qualifiés. La direction sioniste a certainement été très imprudente d'encourager l'immigration juive sans avoir préparé un plan de colonisation adéquat. Cela a fait plus de victimes que les attaques arabes. Et des sommes énormes ont été gaspillées.

Dans les dernières dix années, l'Organisation Sioniste a fait plus d'expériences que ne l'eut nécessité un plan de colonisation bien établi. Après la Déclaration Balfour, on a laissé passer l'occasion qui s'offrait de donner la direction du travail financier et économique en Palestine à ceux qui y étaient éminemment aptes. Les dirigeants sionistes désiraient garder tout en mains propres. C'est ainsi que tout ce qui a été fait par les Sionistes en Palestine, toutes les mesures financières qui ont été prises, toutes les entreprises finan.

cières et économiques, tout a été empreint d'un caractère souvent prédominant de propagande.

Le résultat a été que d'une part on a éveillé de trop grands espoirs, tandis que d'autre part les désillusions n'ont manqué dans presque aucun domaine.

Il y a quelques années, la situation était devenue si grave, qu'on pouvait presque parler d'une catastrophe. Ceci a enfin mené à la constitution d'une Jewish Agency qui comprend des hommes d'affaires expérimentés. Il faut espérer que ces hommes prendront réellement une place dirigeante. Mais ce qui, dans les dernières dix années, a été omis ou mal exécuté, ne peut être si vite réparé.

Sans aucun doute, les fonctionnaires sionistes sont dévoués à la cause juive. La raison principale pour laquelle ils ne voulaient rien abandonner à d'autres était la crainte de voir pâtir l'idéal sioniste. Cela n'empêche qu'on ait commis la grande faute de continuer à patauger toutes ces années, alors qu'on se rendait compte qu'on manquait d'hommes d'action capables dans son propre camp. On croyait pouvoir forcer les lois économiques par la masse. Et maintenant encore, alors qu'on a tant souffert, il se trouve des Juifs qui croient que ce qui a été réalisé en Palestine, n'aurait pas été fait, si l'on avait travaillé avec prudence. Ils oublient que

les choses réalisées sont loin d'être toutes réussies et qu'une partie est condamnée à disparaître.

En ce qui concerne les écoles juives, admirables à bien des points de vue, la même faute a été commise : vouloir tout faire soi-même. Le Gouvernement ne s'en préoccupe pas beaucoup. En pratique, ce qui existe comme écoles gouvernementales est pour les enfants arabes. Si les choses étaient réglées d'une façon normale, une grande partie des sommes apportées par les Juifs, consacrées actuellement aux écoles juives, pourraient être mises à la disposition de la colonisation.

L'établissement juif s'émancipe de plus en plus de la tutelle de l'Organisation Sioniste. L'artificiel ne peut se réaliser à la longue. On ne peut tout diriger d'Europe ou d'Amérique. L'agriculture et l'horticulture, le commerce et l'industrie doivent se développer d'une façon naturelle. De l'extérieur, il faudra soutenir tout ce qui, bien que viable, ne peut encore se suffire à soi-même. Et il faudra, encore plus que jusqu'à présent, accorder son attention à la colonisation agricole.

En ce qui concerne les relations avec les Arabes, on a commis envers eux la même faute que celle que le monde chrétien commet envers les Juifs. Dès qu'un Juif a commis une mauvaise action, on en rend le peuple juif responsable. De même

on reproche les péchés de certains Arabes de Palestine à tout le peuple arabe.

Autrefois, dans la presse juive, on a mené une campagne contre l'emploi de salariés arabes. C'était compréhensible: on désirait amener autant d'ouvriers juifs que possible en Palestine. Mais c'était néanmoins une faute de tactique, car nos adversaires eurent bientôt fait d'y trouver la manifestation de sentiments anti-arabes.

On a omis d'admettre, dans la direction de grandes institutions, les Arabes qui y étaient désignés par leur position. Du côté juif, on s'est en général aveuglé à trop considérer les difficultés propres, on a omis d'étudier la question arabe telle qu'elle se présente par rapport à l'établissement juif en Palestine.

Dans la question du Mur des Lamentations, la politique juive n'a pas été heureuse. Les contestations au sujet des Lieux Saints sont fréquentes à Jérusalem. On aurait mieux fait de considérer la chose avec plus de sang-froid, et de ne pas faire le jeu du Mufti et de sa clique.

Le Mur des
Lamentations.

Le Mur des Lamentations est une partie du mur de l'ancienne enceinte du Temple, et comme telle un Lieu Saint pour tout le peuple juif. Les Juifs orthodoxes à Jerusalem y célèbrent leur

service religieux. Ce n'est pourtant nullement l'endroit approprié à une manifestation nationaliste. Malheureusement, c'est ce qu'ont fait les Juifs. De la part du Gouvernement, c'était sans nul doute une erreur de tolérer la manifestation quand déjà les esprits étaient échauffés. Ce fut une erreur bien plus grave encore que de tolérer le lendemain une manifestation arabe au même endroit.

On connaît les suites. Il s'agit maintenant de nommer une commission qui doit résoudre la question du Mur des Pleurs. Ainsi sera supprimée cette question, qui a été la cause occasionnelle des attaques arabes. Mais ce n'est pas de cette façon que l'entente entre Juifs et Arabes, tant désirée par tous les partis, sera obtenue.

Travaux Publics. Dans les années 1924—1927, on a dépensé à Jérusalem environ £ P 168.000.— en travaux publics. L'exécution de ces travaux a été confiée presque exclusivement à des Arabes, bien que la majorité de la population soit juive. Les ouvriers juifs n'ont exécuté de travaux que pour un montant de £ P 6400.—. En 1928, on n'a accordé aucun travail aux Juifs. En 1929, un seul contrat pour la construction de routes, les Juifs contribuant pour la moitié aux dépenses. Tout ceci en dépit

de ce que les ouvriers juifs sont parfaitement qualifiés pour leur besogne.

L'explication de cette situation: la ville de Jérusalem est gouvernée par un groupe arabe. Ce dernier donne comme raison du non-emploi d'ouvriers juifs, leurs salaires trop élevés. On amène des fellahs à la ville à l'époque où ils ont peu de travail dans leurs champs. Ils travaillent alors à fort bon compte.

L'expérience a démontré qu'on commence les travaux sur la base d'une offre avantageuse de l'entrepreneur arabe; toutefois, pour toutes sortes de raisons, des paiements supplémentaires sont effectués par la suite à l'entrepreneur, avec le résultat que l'offre primitive est dépassée de beaucoup.

On dit avec raison que la réglementation de l'immigration juive doit tenir compte des possibilités en Palestine de fournir des moyens d'existence à une population plus nombreuse. Le bon sens seul le dicte. Si donc on veut favoriser l'immigration juive, il faudra autant que faire se peut créer pour les immigrants des possibilités de travail. Il faudra développer le pays de telle sorte qu'il puisse assurer l'existence d'une population bien plus nombreuse que celle qu'il héberge actuellement.

On pense en premier lieu au drainage et à l'irrigation. Dans ce domaine, le Gouvernement

n'a rien fait. On a enfin commencé la construction d'un port, après dix années d'atermoisement. Ici aussi, relativement peu d'ouvriers juifs, tout comme aux chemins de fer.

On trouve, concernant les chemins de fer, un article intéressant de S.H. Ettingen dans *The Palestine and Near East Economic Magazine*. Nous y empruntons les données suivantes:

Le Trésor britannique a reçu pour les chemins de fer de Palestine environ £ 2.469.000,—.

Pour la ligne Jaffa-Jérusalem on a payé environ £ 579.000,—. Les dépenses extraordinaires pour les chemins de fer s'élevaient dans les années 1921-1929 à environ £ 362.000,—.

Le chemin de fer qui a été repris du Gouvernement britannique était en majeure partie un chemin de fer militaire, datant de la guerre, d'un type léger et en mauvais état. Le matériel roulant ne valait guère mieux. En tout, matériel roulant compris, le coût par km est d'environ £ 7.000,—. C'est un prix coûtant très élevé : il faut ajouter les sommes très fortes qui devront être dépensées dans les années à venir pour la mise en bon état des chemins de fer. Ces sommes seront naturellement aussi à la charge de la Palestine.

Le contribuable anglais peut être tranquille. Ses intérêts en Palestine sont bien soignés.

Naturellement, les dépenses occasionnées par les troubles sont également à la charge du budget palestinien. Résultat : des travaux nécessaires doivent passer au second plan, les moyens financiers manquant pour les exécuter.

Dans la police également, le nombre des Juifs ^{La Police} est de loin inférieur à celui des Arabes. Là aussi, on prétend que les Juifs demandent des salaires trop élevés. Voilà la raison pour laquelle on emploie surtout des Arabes, bien qu'on ait déjà pu remarquer au cours des troubles en 1920 et 1921 que lors des attaques des Juifs par les Arabes on ne pouvait compter sur la police arabe pour le maintien de l'ordre. Le Gouvernement aurait dû y voir un avertissement et se montrer très prudent dans le choix de ses agents de police, surtout en ce qui concerne la proportion numérique entre police britannique, juive et arabe.

On ne peut utiliser la police arabe que dans les contrées exclusivement arabes. Pour tout le reste, la police britannique ou juive vaut mieux. Des dizaines de Juifs ont été assassinés lors des agressions arabes, tant à Hébron qu'à Safed, et beaucoup ont été gravement blessés. Les nombreux agents de police arabes en ces endroits n'en ont rien ou presque rien vu.

L'organisation d'une police principalement arabe, parce qu'elle se contente d'un salaire moins élevé qu'une police britannique ou juive, était une mesure erronée. Il ne faut pas faire des économies sur le dos d'une force de police qui doit bien remplir ses fonctions et être digne de confiance. On ne peut avoir un agent de police juif pour 6 livres par mois (le salaire d'un agent arabe). Ni un agent britannique. D'ailleurs les salaires de la police britannique sont beaucoup plus élevés. Et, à peu d'exceptions près, ce n'est que la police britannique qui entre en considération pour la nomination aux grades supérieurs.

Un consul, depuis longtemps à Jérusalem, me disait qu'il n' éprouvait plus le même sentiment de sécurité qu'auparavant. „Les Arabes n'ont plus peur du Gouvernement. C'est le contraire qui est vrai.”

Comme après les troubles, la sécurité dans le pays laissait encore à désirer, on a renforcé de 200 hommes, en janvier de cette année, les 350 hommes, qui constituaient la police britannique.

La population juive se plaint de la différence d'attitude que prend la police, suivant que ce sont des Anglais ou des Juifs qui sont attaqués ou dépouillés. Dans le premier cas, la totalité de la force de police est bientôt mobilisée et on trouve pres-

que toujours les coupables. Ceux-ci reçoivent alors une punition exemplaire. Ainsi lors d'une attaque sur la personne de l'évêque anglican à Jérusalem. Ainsi également lors d'une agression contre le personnel des travaux du port de Caïffa. Mais, quand les victimes sont des Juifs, on montre généralement beaucoup moins de zèle et les coupables sont souvent relâchés.

Le zèle que montre la police lorsqu'il s'agit d'Anglais, n'est que l'exécution de son strict devoir. Mais ce devoir existe tout autant vis-à-vis d'autres que vis-à-vis d'Anglais. Et lorsque la police fait une différence, ne devons-nous pas en déduire que les fonctionnaires subalternes admettent que les milieux gouvernementaux sont plus émus lorsqu'il s'agit d'un Anglais que lorsqu'il s'agit d'un Juif?

Le sentiment de la population juive — après la Déclaration Balfour décidément pro-anglais — a complètement changé. Aujourd'hui, on est enclin à mettre tous les Anglais dans le même sac. Presque partout, on feint d'ignorer leur existence. Les militaires qui sont arrivés en Palestine après les troubles ne rencontrent pour ainsi dire aucune sympathie. Inutile d'ajouter que tout ceci ne crée pas, chez les Anglais, des sentiments amicaux à l'égard des Juifs.

En Angleterre, les Juifs se sont en grande partie adaptés au caractère et aux coutumes anglaises. C'est ce qu'ils ne font pas en Palestine. Ils restent eux-mêmes. La distance dans le pays est grande entre Anglais et Juifs. Ils ont peu ou point de contact entre eux, et il ne faut que bien peu pour qu'ils aient une mauvaise opinion les uns des autres.

Autrefois, avant la guerre mondiale, le peuple juif avait de grandes sympathies pour l'Allemagne. Après la Déclaration Balfour, son amour s'est reporté sur l'Angleterre. Mais là aussi, son amour reste sans réponse. En Palestine, les Juifs ont appris à être eux-mêmes.

Agressions arabes.

Après l'étonnante permission donnée aux Arabes par le Gouvernement de tenir une manifestation près du Mur des Lamentations (comme s'il n'y avait pas d'autres endroits où les Arabes puissent manifester), alors que déjà à cette occasion il y avait eu des excès, il était clair qu'il se préparait des troubles.

Aussi, quelques jours plus tard, le Gouvernement n'était-il plus maître de la situation. On ne pouvait plus se fier à la police arabe. En attendant l'arrivée de troupes britanniques de renfort, chaque colonie juive, chaque quartier juif était à peu près réduit à se défendre par ses propres moyens.

Rappelons ici avec reconnaissance le courage de quelques volontaires chrétiens, qui ont risqué leur vie pour repousser les agressions arabes.

Les effendis voulaient régler leurs comptes avec les Juifs. La poignée d'agents de police anglais ne pouvait faire grand'chose.

Les troubles étaient préparés. Des tribus de bédouins du Sud avaient été mobilisées. Mais, heureusement pour la population juive, l'organisation laissait beaucoup à désirer. Il est établi en outre que la police arabe n'a pas protégé les Juifs. Elle s'est tenue à l'écart et même, une fois elle a participé à l'agression.

Au cours des années précédentes, il était apparu à diverses reprises qu'il fallait tenir compte, dans les colonies juives de la possibilité d'agressions arabes. Aussi y avait-il des armes dans la plupart des colonies; ces armes toutefois étaient sous scelles et ne pouvaient être employées qu'en cas de péril. Mais pour une raison incompréhensible, le Gouvernement avait repris la plus grande partie de ces armes.

Pendant les jours qui précédèrent les troubles, on répandit par tout le pays de faux bruits suivant lesquels les Juifs auraient attaqué les Lieux Saints arabes. Des armes entrèrent en fraude de Transjordanie.

Il était grand temps que le Gouvernement interviene. Mais il n'est pas douteux qu'on a trop attendu pour faire venir des troupes. Est-ce la crainte de la trop grande dépense qui a été cause de cette grave erreur? Ce fut certainement une des causes. Supposons qu'on ait envoyé des troupes et que rien ne se fût passé. A Londres, on aurait certainement interprété la chose au désavantage du Haut Commissaire intérimaire.

D'autre part, il faut le reconnaître, le Gouvernement britannique a envoyé les troupes nécessaires dès qu'il en a reçu la demande. Il eût cependant mieux valu prévenir les troubles grâce à une conduite intelligente. On se serait alors épargné une répression violente après coup. Il faut qu'il y ait à tout moment dans le pays une force suffisante de soldats ou de police. Non pas seulement après qu'il y a eu des meurtres et des pillages sur grande échelle.

Déjà plusieurs fois, le Gouvernement de Palestine a failli à son devoir de protéger efficacement la population juive. En 1920, en 1921 et maintenant de nouveau en 1929. Le journal hébreu Davar, le 21 août 1929, donc deux jours avant les troubles de Jérusalem, a prévenu le Gouvernement. Ce journal écrivit : Il est certain qu'on est occupé dans l'ombre à susciter des troubles, et on s'arrange

de façon que les agressions et les rumeurs mensongères ne cessent pas. Des personnes qui habitent en contrée arabe et qui savent ce qui s'y passe, rapportent l'existence d'une organisation qui sème continuellement de fausses nouvelles parmi les Arabes et qui les excite à de nouvelles agressions.

C'était le devoir du Gouvernement d'étouffer les instigations d'agitateurs arabes et autres. C'était son devoir vis-à-vis de la population juive, mais aussi vis-à-vis des Arabes qui — en fin de compte — ont dû tout de même être mis à la raison par la force et au prix de grandes pertes. Le Gouvernement aurait dû immédiatement emprisonner les agitateurs, l'enquête eût-elle mené jusqu'aux milieux arabes les plus haut placés.

Il est peut-être trop tard maintenant et ceux-là devront souffrir qui ont été poussés au meurtre et au pillage par ceux qui restaient à l'abri.

Le 19 août, de nombreuses familles, femmes et enfants d'ouvriers arabes travaillant aux orangeries de Petach Tikvah, quittèrent la colonie. Cela continua les jours suivants. Le 22 août, il ne restait plus une seule des familles de ces ouvriers. Seuls les hommes étaient restés. Lorsqu'ils eurent touché, le 23 août, leur salaire hebdomadaire, eux aussi quittèrent la colonie. Le même jour, les troubles avaient commencé à Jérusalem.

Le renvoi des femmes et des enfants par les Arabes a été également observé en d'autres endroits. Des ouvriers et des employés arabes en service chez des Juifs ne se rendirent pas à leur travail. Les femmes arabes de la campagne ne vinrent pas, comme d'habitude, vendre leurs légumes à Jérusalem.

Le moment était bien choisi par les dirigeants arabes. Le Haut Commissaire et différents fonctionnaires du Gouvernement étaient en congé. Les agressions semblent avoir été une surprise pour les membres du Gouvernement qui étaient présents.

Les faux bruits d'après lesquels les Juifs auraient attaqué la mosquée d'Omar et tué des centaines de Musulmans avait exaspéré la population.

Les circonstances empêchent de déterminer avec certitude la provenance de ces bruits. Mais en Palestine, on s'accorde généralement à désigner comme première source le Mufti de Jérusalem, le président du Moslem Supreme Council. Ce Council, qui est chargé de s'occuper de questions religieuses musulmanes, c'est complètement égaré dans la politique. Ce n'est pas trop avancer que de prétendre que lorsqu'une partie de la population musulmane a été poussé à un fanatisme religieux s'exprimant par le massacre et le pillage, la faute en incombe à ses dirigeants.

La population rurale des alentours de Jérusalem se rendit à la ville armée de bâtons et de couteaux. Ils ne furent pas désarmés. La police ne fit même pas usage de ses armes à feu quand le massacre eut commencé. Ordre d'en haut.

Et quand les volontaires juifs demandèrent à être armés jusqu'à l'arrivée de troupes suffisantes, on le leur refusa.

Là où il y eut vis-à-vis des Arabes une démonstration de force — comme cela fut le cas en quelques endroits — il n'y a pas eu de massacre. La simple présence de quelques mitrailleuses aux endroits où des troupes d'Arabes s'engouffraient dans la vieille ville eut probablement empêché bien des effusions de sang.

En d'autres endroits, la population juive s'est armée tant bien que mal sans en demander la permission. Cette garde nationale juive a reçu le premier choc et a contribué pour une large part à sauver la situation jusqu'à l'arrivée des renforts anglais.

Entretemps, les troubles s'étaient étendus par tout le pays. C'est grâce aussi aux mesures de prudence prises par l'Administration française de Syrie, empêchant les bédouins avides de butin de franchir la frontière Nord, qu'on n'a pas encore bien plus massacré et pillé. Dans le Sud de la

Palestine, c'étaient les tribus habitant le pays qui voulaient leur part du butin, causant ainsi de grands soucis à l'Administration anglaise.

Le fait est que l'anarchie règnait en Palestine au cours de ces journées d'août. Ce fut la cause des massacres de Hébron et de Safed.

Il faut reconnaître que les Juifs ont montré une force de résistance incroyable. A Talpioth, près de Jérusalem, l'organisation juive de défense demanda la permission de rester dans les maisons afin de les défendre. Mais la police britannique jugea le danger trop grand et donna l'ordre d'évacuer une partie des maisons. Cette évacuation fut pour les assaillants le signal du pillage. C'est ainsi que 18 maisons furent pillées de fond en comble.

A Hébron et à Safed ce fut encore bien pis. La populace arabe pénétra dans les maisons, massacra les habitants, fit main basse sur tout ce qu'elle put emporter. Le reste fut aspergé de benzine — volée autre part — et livré à l'incendie. L'aspect du quartier juif de Safed est effrayant. On dirait qu'il a été détruit par un bombardement.

Et pourtant, seule une petite partie de la population arabe a pris part aux agressions. On connaît plusieurs cas où des Arabes ont protégé les Juifs ou les ont prévenus à temps.

Les agents provocateurs de Jérusalem s'étaient

également rendus à Tibériade. Si les villages environnants avaient pris part aux agressions, les excès de Hébron et de Safed se seraient répétés à Tibériade. Le chef des Musulmans de Tibériade refusa sa collaboration. En une réunion des notables juifs et arabes il fut décidé de répandre immédiatement des feuilles volantes proclamant qu'Arabes et Juifs appartiennent à la même famille, qu'ils sont frères, et qu'ils doivent vivre en paix et amitié. Aussi l'ordre ne fut-il pas troublé à Tibériade et les relations entre Juifs et Arabes y sont-elles restées aussi bonnes qu'auparavant.

La majorité des Arabes de Caïffa et des environs n'a jamais été à Jérusalem. Il fut donc facile aux agitateurs venus de cette ville de faire croire à la population que les Juifs à Jérusalem avaient massacré des centaines d'Arabes et détruit la mosquée d'Omar. On décida, afin de calmer les esprits, d'envoyer un certain nombre de chefs de villages à Jérusalem pour qu'ils puissent se rendre compte de ce que la mosquée d'Omar était toujours intacte.

L'organisation juive de défense fut bientôt désarmée par les autorités. Le Gouvernement s'en justifia par la crainte de voir les Arabes de Transjordanie franchir la frontière. Les rumeurs concernant la destruction de la mosquée d'Omar par les Juifs

avaient pénétré jusqu'en Transjordanie. Les Arabes de ce pays voulaient voler au secours de leurs frères de Palestine. L'Emir Abdullah fit savoir aux autorités anglaises qu'il ne pourrait calmer ses hommes qu'à la condition de pouvoir leur certifier que le Gouvernement de Palestine désarmait les Juifs. Vu la gravité de la situation, le Gouvernement a donné suite à cette exigence.

L'auteur de ces lignes ose croire que le Haut Commissaire précédent, Lord Plumer, eut servi une autre réponse à l'Emir Abdullah.

Voici la teneur d'une lettre, écrite par une dame anglaise, après les troubles de Jérusalem, en avril 1920. On trouvera cette lettre dans la biographie de Michael Lange par Margery Bentwich :

Puis nous avons eu un „Pogrom” — cela ne peut guère s'appeler autrement, car je ne puis m'empêcher de penser que si l'Administration avait voulu l'arrêter elle l'aurait pu. Lorsqu'une bande d'Arabes d'autres villes, se réunissant pour célébrer la Nebi Musa, et — le Gouvernement en a été prévenu à plusieurs reprises — venus pour piller et massacrer, peuvent faire des discours incendiaires à l'extérieur de la Porte de Jaffa, pendant une heure entière, brandissant le portrait de l'Emir Feisal, et ne sont pas dispersés, mais au contraire peuvent traverser la ville avec des bâtons et des couteaux, peuvent dévaliser et frapper les Juifs pendant une demi-heure sans la

moindre intervention, lorsqu'on sait que ces énergumènes ont attaqué de trois différents côtés de la ville en même temps, et n'ont assailli que les vieillards et les faibles, et que pourtant l'Administration se jette à elle-même la poudre aux yeux et dit que la provocation a dû venir des Juifs — alors on ne peut s'empêcher de penser, comme le croient les personnes qui ont à faire avec le Gouvernement, que l'Administration ne fait pas ce qu'elle pourrait pour protéger les Juifs; et bien qu'on ne puisse pas dire qu'elle soit de connivence, elle ne prend pas les mesures nécessaires pour détruire le mauvais sentiment qui est entretenu artificiellement par le mouvement national arabe. Pour la première fois hier, j'ai eu honte d'être née anglaise.

Il y a à l'hôpital Rothschild quarante vieux Juifs sérieusement blessés; on s'attend à ce que quatre ou cinq d'entre eux meurent de leurs blessures; 60 autres ont été soignés et renvoyés; on dit que le nombre des blessés est de 170; ce sont presque tous des vieillards et des enfants. La police de Jérusalem est presque entièrement composée d'Arabes et d'Indiens, hindus et musulmans, et n'a pris aucune mesure pour arrêter le pillage. Ceci s'est passé ce matin, on pouvait penser que c'était suffisant. Pourtant, une autre attaque a eu lieu, cette fois des voisins arabes pénétrant dans des foyers juifs et frappant à coups de bâtons et de poignards. Il y eut de nombreux cas de blessures graves, et trois ou quatre cas de mort, ce matin, et aucune réelle protection ne semble encore avoir été accordée aux Juifs; on ne

leur a pas permis non plus de former leur propre corps de défense . . . On sent que la vieille ville est toujours en danger, car les rues sont si étroites qu'elle est difficile à défendre, et les soldats, presque tous des Indiens, qui sont postés aux points centraux ne connaissent pas si bien les entrées et les sorties des ruelles que les Arabes. Là où nous vivons, les rues sont trop larges et trop de Juifs sont réunis pour qu'il y ait rien à craindre, à moins d'un massacre général, mais tout le monde a les nerfs tendus et on peut s'imaginer toutes sortes de choses

Il ne faut pas perdre de vue que l'année 1920 doit encore être considérée comme une période de transition. Mais il est dur de devoir constater que la lettre que nous citons eut tout aussi bien pu être écrite en 1929. A la seule différence près qu'en 1929 ce fut encore bien plus grave. L'Administration britannique restera entachée du fait que les troubles de l'année passée aient pu prendre de telles proportions et qu'ils aient pu conduire à un massacre et à un pillage de grande envergure.

On se demande pourquoi l'état de siège ne fut pas proclamé dès que les troubles eurent éclaté. La population juive le dit ouvertement : On en a vite fini, grâce à une justice expéditive, quand des Anglais ont été attaqués aux Indes ou en Égypte. Il ne s'agissait ici que de Juifs. On punit les crimes à la façon européenne, avec une douceur qui n'en impose pas à l'oriental.

On retrouva, après les massacres de Hébron, une grande partie des objets volés aux Juifs dans des maisons arabes de Hébron et de villages environnants.

Rien ne caractérise peut-être mieux la mentalité des Arabes au cours des troubles que la réponse au tribunal de Jérusalem d'un Arabe accusé de pillage : „Chacun pillait. Pourquoi me serais-je abstenu ?”

La colonie juive Hartuv a été à peu près complètement détruite lors des agressions du mois d'août. Depuis, on a chargé des gardes de surveiller ce qui reste des plantations. Dernièrement, ces gardes ont de nouveau été attaqués par des bergers arabes, qu'ils voulaient empêcher de mener paître leurs troupeaux sur les terrains de la colonie. Le comble est que ces bergers étaient indignés. Ils criaient : „Nous avons ici tout détruit impunément ; pourquoi vous soucier de quelques citronniers ?”

Même après les troubles, le Gouvernement n'a pas réprimé l'agitation dans une mesure suffisante. Quelle ne doit être l'impression d'une population primitive quand le Gouvernement tolère qu'un capitaine Gordon Canning parcourt le pays en tenant des discours dirigés contre le Foyer national Juif !

Après les agressions arabes, on a arrêté plusieurs Juifs qui se trouvaient en possession d'armes. A Jérusalem, on raconte à ce propos l'anecdote suivante : On avait tenté d'assassiner un médecin juif respecté. Le chef de la police vint s'enquérir de la santé du blessé.

Celui-ci lui dit alors : je craignais que vous ne veniez pour m'arrêter.

— Vous arrêter ? Pourquoi ?

— Pour port d'arme prohibé.

— Vous aviez donc une arme ? Je l'ignorais.

— Elle m'est restée plantée dans le dos.

Cette anecdote jette une lumière aigue sur la conduite de la police.

Depuis les troubles, il subsiste chez la population juive un sentiment d'amertume vis-à-vis des Anglais. Il subsiste également la crainte de meurtres et d'attaques inopinées de la part des Arabes.

Il y a peu de temps encore, les agressions arabes continuaient, avec plus ou moins de succès. On ne peut évidemment pas exiger des autorités que la police soit toujours présente partout. Mais on aurait pu s'attendre à ce que, sauf cas exceptionnels, on se soit abstenu d'arrêter les Juifs trouvés en possession d'armes alors qu'il est établi que ce ne sont pas eux qui ont été les agresseurs. De cette manière la population juive se trouve livrée

au caprice de la police arabe, ce qui donne une impression très déprimante.

Le Gouvernement aura beau prendre des mesures plus efficaces pour défendre la vie et les biens de la population juive ; celle-ci n'en restera pas moins pendant longtemps encore en butte à des agressions inopinées de la part des Arabes.

Il convient donc de donner aux colonies et aux petites agglomérations juives le droit de se défendre par les armes en cas d'agression de bandits. Les victimes des attentats ne doivent pas courir le risque d'être poursuivies pour homicide quand elles ont été obligées de tuer un ou plusieurs bandits. Sinon, on se trouve à peu près impuissant vis-à-vis d'agressions et de vols de bétail.

Généralement, quand le danger de mort est imminent, on n'attend pas l'arrivée de la police. On défend soi-même sa vie. Il est évident que, si le Gouvernement n'est pas en état de protéger la colonisation juive d'une façon suffisante, les colons organiseront entre eux la résistance. C'est grâce à l'organisation juive de défense que les massacres n'ont pas été encore bien plus étendus au cours des journées d'août 1929. C'est elle qui a repoussé les premières attaques arabes. Et c'est ce qui a probablement aussi sauvé la vie de nombreux habitants de la Palestine. Car qui nous dira quel cours

eussent pris les événements, si les Arabes avaient pu continuer impunément à massacrer et à piller jusqu'à l'arrivée des renforts anglais ?

Quoi qu'il en soit, la résistance des Juifs a merveilleusement bien réussi, cette résistance qu'ils ont organisée faute d'aide suffisante des autorités. Les jeunes gens ont continuellement risqué leur vie, partout où cela était nécessaire.

Au cours des agressions et après, les 160.000 Juifs de Palestine ont montré du courage, de la foi et l'inébranlable volonté de persévérer dans leur tâche. Quels que soient leurs différends, ces Juifs forment bloc quant à leur volonté de persévérer. Ces Juifs sont des héros.

Les Fonctionnaires.

Il est compréhensible que les Juifs n'aient pas épargné leurs critiques après les lourdes pertes qu'ils ont subies.

D'un autre côté, ces critiques piquent les fonctionnaires britanniques. Ils oublient d'interroger leur propre conscience. Ils se sentent accusés et tâchent de se défendre autant que possible. C'est ainsi que, de plus en plus, l'opposition s'est accentuée entre Juifs et Anglais. Surtout parce que la défense des Anglais consiste en grande partie à accuser les Juifs. La même méthode a été appliquée du côté arabe. Il est humainement compré-

hensible que les Anglais aient de plus en plus incliné vers le camp arabe. Bien étonnés de se trouver ensemble. Bien étonnés parce qu'au fond les Arabes veulent encore moins avoir affaire aux Anglais qu'aux Juifs.

Les Juifs ne peuvent prendre leur parti de ce qu'en général les fonctionnaires anglais ne font rien pour aplanir les difficultés que les Juifs rencontrent soit dans leur industrie, soit dans leur commerce, soit dans la colonisation. Ils sentent que partout on leur met des bâtons dans les roues. Peut-être le sentent-ils plus que ce n'est le cas en réalité. Mais tandis qu'autrefois, après la Déclaration Balfour, la sympathie de la population juive pour l'Angleterre était générale, il ne faut aujourd'hui plus grand'chose pour qu'on déteste tout ce qui est anglais. On est plein d'amertume. Et on ne cache pas sa méfiance. Parmi ceux qui, autrefois, faisaient toute confiance au „fair play” anglais, nombreuses sont les personnes qui aujourd'hui sont convaincues que c'était le but conscient des Anglais d'amener une discorde durable entre Arabes et Juifs. On croit dans ces milieux que, si les agressions n'ont pas été favorisées par les autorités, elles ont du moins été tolérées. Et que l'Angleterre, vu sa politique actuelle vis-à-vis de l'Égypte et de l'Iraq, cherche un prétexte pour maintenir une base militaire en Palestine.

Ce ne sont d'ailleurs pas uniquement les milieux juifs qui se méfient des intentions de l'Angleterre. L'écrivain anglais Herbert Sidebotham dit : „Ou nous sommes moins compétents que les Turcs pour maintenir l'ordre et protéger la vie et la propriété. Ou, pour une raison ou une autre, l'Angleterre n'a pas mis tout son coeur dans son oeuvre en Palestine, et certaines influences ont sapé sa résolution et affaibli l'acuité naturelle de son esprit et son pratique bon sens.”

Le monde des fonctionnaires se montre en général peu prévenant envers les Juifs, c'est un fait. C'est à cause de ce manque de prévenance que la ville juive de Tel Aviv a éprouvé de grandes difficultés dans son ravitaillement en viande de boucherie. Après les agressions arabes, les bouchers juifs ne voulurent plus utiliser l'abattoir de Jaffa. Ils ne s'y sentaient pas en sécurité. La municipalité de Tel Aviv fit le nécessaire pour avoir son propre abattoir. Mais le Gouvernement tergiversa longtemps avant de permettre soit d'abattre le bétail à Tel Aviv, soit d'amener la viande de dehors. Tout cela a eu lieu en hiver, alors qu'aucune objection ne pouvait être soulevée contre le transport de la viande. Le proverbe anglais dit : Where there is a will, there is a way.

Le Département de l'Hygiène nomme rarement

des Juifs aux postes de médecins. Les médecins juifs, dans le monde entier, ont pourtant généralement une bonne réputation. Depuis des années le chef de ce Département est un homme qui est connu pour ses sentiments antisémites.

Classés par religion, le nombre de fonctionnaires était fin 1929 :

1519 Chrétiens, dont 1176 Arabes
1112 Musulmans et
767 Juifs.

Il y avait donc 2288 fonctionnaires arabes contre 767 fonctionnaires juifs. Sans aucun doute, la majorité de ces fonctionnaires arabes est adverse de la colonisation juive. Pour se rendre compte des difficultés avec lesquelles doit lutter la colonisation juive, il faut remarquer que la majorité des fonctionnaires anglais est — dans le meilleur cas — indifférente et ne s'intéresse pas à une exécution exacte des stipulations du mandat.

Il faut prendre son parti de ce qu'il y a parmi les fonctionnaires des hommes individuellement adversaires de l'établissement des Juifs en Palestine, quitte à espérer qu'à la longue ils changeront d'avis. Mais on a le droit d'attendre du Gouvernement palestinien qu'il ne nomme que des fonctionnaires décidés à exercer leurs fonctions dans l'esprit des stipulations du mandat. Le fonc-

tionnaire qui, dans l'exercice de sa charge, répugne à se soumettre à cette condition, ferait mieux de donner sa démission que de faire du sabotage.

A Safed, un fonctionnaire arabe du Gouvernement racontait comment il avait vu de ses propres yeux les Juifs massacrer des centaines d'Arabes près de la mosquée d'Omar. Il aurait vu couler le sang dans les rues. Ce récit, quoique purement fantaisie, fut cru par la population et contribua pour une bonne part au massacre de Safed. Ce fonctionnaire du Gouvernement a été déplacé.

Certes, parmi les fonctionnaires anglais, quelques-uns feront office de boucs émissaires, victimes de la mollesse et de l'incapacité qui ont été montrées au cours des troubles du mois d'août 1929. Mais cela ne guérira rien. Ce qui manque au corps des fonctionnaires c'est la sympathie pour l'établissement des Juifs en Palestine. Ils se sentent plus attirés vers les Arabes. Ceux-ci sont souples et polis, plus faciles à manier que les Juifs d'Europe Orientale.

Le Boycottage. Après les troubles, des Arabes ont organisé le boycottage de tout ce qui est juif. Les produits juifs ne devaient plus être achetés par les Arabes. Des postes, placés près de boutiques juives, arrachaient aux acheteurs ou acheteuses arabes la mar-

chandise achetée, puis la détruisaient ou la souillaient. On terrorisait la partie de la population arabe qui voulait bien acheter chez les Juifs. Si, au début, tout cela souleva peu d'intérêt de la part du Gouvernement, il faut probablement l'imputer également au manque de sympathie des fonctionnaires pour la population juive. Il a fallu longtemps avant que le Gouvernement ne prenne des mesures énergiques contre ces pratiques.

Il y eut des cas où des fonctionnaires arabes du Gouvernement soutenaient le boycottage. On savait, dans ces milieux, quelles étaient les fabriques juives qui exportaient leurs produits dans les pays avoisinants, Syrie, Transjordanie, Iraq. L'agitation arabe contre les Juifs avait pénétré jusque là. C'est ainsi que dans ces pays, lorsque les acheteurs de produits juifs étaient dénoncés, ils se voyaient forcés de cesser leurs commandes par peur de leurs compatriotes.

Après les troubles, un certain nombre de cas judiciaires ont pu donner aux étrangers se trouvant à Jérusalem l'impression que ce sont souvent les Juifs qui ont été les agresseurs, et non pas les victimes. La Justice.

En effet la police arabe a arrêté de préférence des Juifs, sans tenir compte du bien-fondé des ac-

cusations. On ne peut nier qu'un certain nombre de Juifs soit parvenu à se procurer des armes et à en faire, en se défendant, un usage efficace.

Il en résultait des arrestations et des condamnations. Dès lors, quoi d'étonnant à ce qu'au cours des procès les témoins juifs aient refusé de nommer ceux qui risquèrent leur vie pour les défendre? C'eût été, de la part des témoins, faire montre d'ingratitude que de les livrer à une police arabe hostile.

Comme il s'agissait généralement dans les procès de meurtres et d'agressions arabes contre la population juive, les victimes ne pouvaient témoigner. Elles étaient mortes.

Bien des fois, on jugea insuffisantes les dépositions des témoins juifs se présentant au tribunal. Les témoins arabes, police comprise, s'exprimèrent de façon négative ou ambiguë.

A Jérusalem, on a vu, chose ridicule, autoriser les poursuites contre une trentaine de Juifs qui étaient accusés de ce qu'on ne peut appeler que de la légitime défense.

L'Administration britannique essaye, en Palestine, d'appliquer une jurisprudence civilisée à un peuple primitif. Ce peuple ne comprend pas, et considère cela comme de la faiblesse. Si vraiment on croit que la population arabe soit mûre pour

une jurisprudence moderne, il faut également empêcher les crimes de façon plus efficace que cela n'a été fait jusqu'ici. Il faut aussi que, lorsqu'un crime a été commis, les malfaiteurs soient mieux recherchés.

Trente neuf Arabes du village de Tire ont été arrêtés à temps par des avions, alors qu'ils se dirigeaient, armés de fusils, de bâtons et de poignards, vers Bath Galim, un faubourg juif de Caïffa. Le juge anglais a d'abord condamné ces 39 Arabes à cinq ans de travaux forcés. Mais ce jugement a été ensuite changé en 3 mois de prison par l'instance supérieure.

Le cas suivant devra être exposé de façon plus détaillée, car il s'agit d'un procès qui a particulièrement attiré l'attention en Palestine. La famille Macleff, se composant de 7 personnes, a été assassinée à Motza, petite colonie juive, par des Arabes du village voisin Colonia. A l'audience, le Public Prosecutor a déclaré que l'agression contre la colonie juive avait été préméditée. Cela découlait du fait que les assaillants étaient armés de revolvers, d'épées et de poignards. Les hommes qui avaient participé à l'agression savaient parfaitement bien qu'il s'agissait d'assassiner les Juifs de Motza. Tous les participants étaient donc coupables du meurtre de 7 personnes.

La cour était convaincue de ce que tous les 12 accusés se trouvaient le 24 août à Motza. Ils n'avaient rien à y chercher, sinon le meurtre et le pillage. Un des juges nomma en public le maire de Colonia, témoin à décharge, le plus grand menteur qu'il eut jamais rencontré. Et pourtant, faute de preuves, les accusés furent acquittés.

Par contre on arrêta le seul fils survivant de la famille Macleff, accusé d'avoir tué un des assaillants d'un coup de pierre. En fin de compte, il ne fut pas condamné, mais il est déjà révoltant qu'il ait été arrêté. Ne nous étonnons donc pas de ce que, lors des procès découlant des troubles, l'attitude des témoins juifs ait souvent été hésitante. Car ils devaient être constamment sur leurs gardes, afin de ne pas, par une parole imprudente, conduire en prison soit eux-mêmes, soit les amis qui les avaient protégés.

L'attitude hésitante des témoins juifs, leurs refus de citer des noms qu'ils connaissaient parfaitement, eut donc également pour conséquence l'acquittement des accusés arabes. Bien que les juges, comme dans le procès de Motza, aient dû être convaincus en leur âme et conscience qu'ils acquittaient des assassins.

Lorsque les accusés et leurs amis apprirent l'ac-

quittement, ils crièrent: Vive le Gouvernement. Le Gouvernement est avec nous. Les Anglais sont de notre côté.

Un des principaux journaux juifs écrivit à cette époque: „Ce sont les mêmes cris que nous avons entendus le 23 août de l'année passée. C'est avec ces cris que les agressions ont commencé. C'est avec ces cris que les premiers meurtres ont été commis. Ce sont les mêmes cris qu'on a entendus dans les rues de Jérusalem, il y a dix ans, lors des troubles. Ce sont les cris qui signifient: On peut impunément massacrer les Juifs.

Qu'on ait entendu ces mêmes cris au tribunal, c'est la suite naturelle de la façon dont en usait la justice vis-à-vis des agressions. Les Arabes, accusés du meurtre de 7 personnes à Motza, ont été acquittés. Les Arabes, accusés du meurtre du rabbin Cohen et de sa femme à Safed ont été acquittés. De même ceux qui étaient accusés du meurtre du sergent Norka et de 2 jeunes gens du nom de Rothenberg. Quelques-uns seulement furent reconnus coupables du meurtre de 19 personnes à Jérusalem et de 77 Juifs à Hébron. Qu'on ne s'étonne donc pas de ce que les agresseurs arabes se soient écriés avec confiance: Le Gouvernement est avec nous. Les Anglais sont de notre côté!"

On ne s'étonnera pas non plus du fait que ces

circonstances font perdre à la population juive toute confiance en la justice du pays. Du moment que des Arabes qui ont participé à des agressions contre les Juifs peuvent être désignés par leurs noms, il n'est pas nécessaire de prouver que ce sont eux qui ont porté le coup mortel. La constatation de leur présence suffit. L'acquittement pur et simple constitue, en ce cas, une grossière injustice.

L'attitude de la
Puissance Man-
dataire après les
troubles.

Et maintenant, qu'a fait la Puissance Mandataire pour faire face aux griefs des Juifs? Jusqu'ici pas grand' chose. Elle s'est tenue dans l'expectative. On dit que des considérations financières jouent un très grand rôle dans l'adoption de cette attitude.

Il a été dit au Parlement, que c'est le Gouvernement palestinien et non le Gouvernement britannique qui doit payer les dommages aux victimes des agressions. Ce n'est pas là une décision qu'on puisse admirer. Les Juifs payent environ la moitié des contributions en Palestine; ce sont donc eux-mêmes qui se payeront la moitié des dédommagements. Il eut été mieux de laisser ce règlement financier tout à fait en dehors du budget de la Palestine et de prélever, autant que possible, les frais de dédommagements sur les amendes imposées aux villages arabes qui ont participé aux agressions.

Il est compréhensible que le Gouvernement ne veuille pas voir s'élever par trop les frais d'entretien de troupes et de police. Cette politique lui avait réussi grâce au prestige qu'avait acquis le Haut-Commissaire Lord Plumer. Mais nous ne pouvons approuver que le Gouvernement veuille atteindre le même résultat en faisant des concessions à ceux qui ont instigué les massacres et les pillages. Car cela signifie tout simplement que ce sont les Juifs qui doivent payer les pots cassés et que le contenu de la Déclaration Balfour est devenu plus ou moins illusoire.

Si des difficultés se présentent dont on ne s'était pas rendu compte d'avance, la Puissance Mandataire doit tâcher de leur trouver une solution sans faillir toutefois aux obligations que lui impose le mandat. En Angleterre la presse Rothermere prétend que le mandat n'a aucune valeur pour l'Angleterre, et qu'il constitue seulement une charge pour le contribuable anglais. Quand même cela serait vrai, on pourrait répondre que c'est une question qui regarde le Gouvernement anglais et qu'on peut difficilement la mettre sur le compte des Juifs.

Il n'est qu'une façon pour le Mandataire anglais de se débarrasser à la longue honorablement du mandat. C'est de tout faire pour favoriser la réali-

sation du Foyer national Juif. Le premier pas à faire est de se poser en médiateur entre Juifs et Arabes afin de rapprocher l'une de l'autre ces deux fractions de la population.

La Commission
d'Enquête.

En automne 1929 le Gouvernement britannique a envoyé en Palestine une Commission d'enquête. La tâche de cette Commission était de rechercher les causes des agressions arabes et d'étudier la façon de les éviter à l'avenir. La Commission était composée d'un président, ancien juge anglais aux colonies et de trois membres du Parlement, un conservateur, un libéral et un travailliste. Le secrétaire était un fonctionnaire du Colonial Office.

Les séances de cette Commission ont eu lieu au cours des trois derniers mois de l'année 1929. Le rapport que cette Commission a présenté au Gouvernement anglais vient d'être publié. Le contenu de ce rapport ne donne pas satisfaction à la population juive de Palestine.

Immédiatement après les agressions arabes, les Juifs ont accusé les fonctionnaires gouvernementaux pour le moins de faiblesse et d'incapacité. Résultat : La Commission s'est trouvée en présence de trois partis au lieu de deux : les Arabes, les Juifs et le Gouvernement. Chaque parti s'était assuré le concours de juristes.

Le Gouvernement, convaincu de sa propre infaillibilité, s'est trouvé dans la pénible alternative soit de s'accuser soi-même, soit de combattre les accusations juives, et de cette façon d'entrer de plus en plus dans les vues des Arabes. L'avocat du Gouvernement a beaucoup contribué à l'adoption de cette dernière façon d'agir.

Des dizaines de témoins ont été soumis à des interrogatoires simples et contradictoires. Ce qui est curieux, c'est que, lors de la procédure devant la Commission, on eût souvent dit que c'étaient les Juifs les accusés, alors qu'en réalité il y avait deux accusés: les Arabes (agresseurs) et le Gouvernement (mou et incapable).

Les Juifs auraient été les provocateurs, l'Organisation Sioniste aurait voulu les troubles afin d'en tirer profit. Bref, les assertions les plus insensées ont été avancées. On n'oublia pas de mentionner l'attente messianique de la reconstruction du Temple afin de prouver que les Juifs voulaient s'emparer de la mosquée d'Omar.

Du point de vue des avocats, il est très compréhensible que les juristes qui défendaient les intérêts des Arabes et ceux du Gouvernement palestinien aient tâché d'innocenter leurs clients. Il était à prévoir qu'une commission anglaise hésiterait à épilucher les actions d'une Administration gou-

vernementale anglaise et à mettre au grand jour ses erreurs, ses fautes, et sa mauvaise volonté. Au cours de la procédure, l'impression qui s'imposait au spectateur était qu'on voulait considérer les troubles comme étant la lutte de deux fractions de la population qui toutes deux ont tort. Il y aurait une certaine parité entre Juifs et Arabes. Très au dessus de ces luttes, planerait l'impartialité du Gouvernement.

Cette façon de représenter les choses est artificielle et a un effet démoralisant. C'est une injustice flagrante à l'égard de la population juive.

Il vaudrait peut-être mieux ne plus parler de la Commission d'Enquête qui, apparemment, a voulu ménager la chèvre et le chou. Je voudrais pourtant encore attirer l'attention sur un seul détail. Entre autres témoins qui se sont présentés devant la Commission, le Grand-Rabbin a été interrogé. Le Mufti de Jérusalem, président de la Moslem Supreme Council, ne s'est pas présenté devant la Commission. Comme dans le proverbe : si Mahomet ne vient pas à la montagne il faut que la montagne aille à Mahomet, la Commission s'est rendue chez le Mufti.

Cet homme, membre de l'influente famille des Husseini, est regardé par beaucoup de connais-

seurs de la situation palestinienne comme le véritable instigateur des troubles. Il y a dix ans déjà il a été compromis dans des agitations. Il a été condamné, puis gracié peu de temps après pour des considérations d'ordre politique. Il a remporté des succès dans la diffusion de faits bruits accusant les Juifs d'agression contre les Lieux Saints arabes, ce qui lui a donné aux yeux de l'ignorante population arabe l'auréole de sauveteur de la Mosquée d'Omar. Cela n'empêche que la population juive le considère comme responsable du sang des morts et des blessés, tant Juifs qu'Arabes, qui a coulé lors des troubles.

Du côté juif, on fera bien de ne pas perdre de vue que la Palestine, pendant bien des années encore, restera pour la plus grande partie un pays arabe ; pays arabe faisant partie d'un continent, comprenant l'Arabie, la Transjordanie, la Syrie et l'Iraq. On ne peut séparer la destinée des Juifs en Palestine de celle des Arabes du pays. En revanche, les Arabes ont besoin des Juifs.

Sous un Gouvernement énergique et compétent, capable de maintenir l'ordre, les relations entre Juifs et Arabes s'amélioreront peu à peu. Ils se rencontreront dans différents domaines et ils remarqueront que leur collaboration est profitable.

Pour une meilleure entente entre Juifs et Arabes.

Les Arabes doivent reconnaître le bon droit des Juifs de fixer leur Foyer national en Palestine. Inutile d'ajouter que cela ne doit en rien compromettre les pleins droits civils des Arabes qui habitent la Palestine. Ces droits n'ont d'ailleurs jamais été lésés.

Nous trouvons quelques considérations au sujet de relations entre Juifs et Arabes dans la biographie de Michael Lange, déjà citée plus haut. Michael Lange est mort en Palestine après y avoir longtemps habité.

M. Lange était d'avis qu'à la longue il ne serait pas possible de soutenir par la force l'établissement des Juifs en Palestine, si les Arabes, à tort ou à raison, le considéreraient comme injuste.

Il en tirait la conclusion que les Juifs doivent donc tout faire pour gagner la confiance et l'amitié des Arabes. Pas au moyen du bakchiche. En premier lieu, en apprenant à bien les connaître. La connaissance, dit-il, crée la sympathie. Les Arabes ont une histoire glorieuse, ils ont atteint autrefois un degré de civilisation élevé, à Bagdad, en Espagne et en Egypte. Il faut que les Juifs qui viennent s'établir en Palestine apprennent à ne pas considérer les Arabes avec dédain. Il est désirable que, dans une mesure plus grande encore que jusqu'ici, les écoles et les hôpitaux juifs ouvrent leurs portes aux Arabes.

Mais M. Lange était opposé à tout ce qui est artificiel. „C'est par la connaissance et par un intérêt sympathique que nous devons tâcher d'apprendre à aimer les Arabes. Nous ne pouvons nous attendre à ce qu'ils nous aiment si, de notre côté, nous ne les aimons pas et ne les traitons pas avec bonté.”

C'est ce qu'écrivit M. Lange dès 1923. Et heureusement, un courant en ce sens se fait sentir de plus en plus parmi la population juive. A ce propos, rappelons ici une brochure du Dr. J. L. Magnes, qui a été publiée au début de cette année, intitulée : „Like all the Nations ?”

Mais il est compréhensible que ces idées rencontrent beaucoup d'opposition chez la population juive, après les massacres qui ont eu lieu. Cette population se sent pour ainsi dire engagée dans une Guerre Sainte. Elle combat quiconque veut l'empêcher d'aller de l'avant. Et elle mène cette guerre par les moyens les plus pacifiques. Les jeunes gens juifs du monde entier se sentent attirés par la Palestine et tournent de nouveau leurs regards vers le pays d'Israel. Ecoutez, vous entendrez leurs pas. Tous ceux qui, dans le peuple juif, ont encore le sentiment de la tradition juive, tous ceux pour qui cette tradition n'est pas seulement une phrase vide de conscience religieuse et nationale,

tous ceux-là se sentent attirés et donnent leur appui. Même souvent ceux qui n'appartiennent pas aux rangs sionistes.

Trouver, à côté de l'opposition soulevée chez la population arabe contre les Juifs, l'indifférence, souvent même l'hostilité des fonctionnaires du Gouvernement et d'autres milieux, c'est trop. De cette façon l'établissement des Juifs en Palestine ne reçoit pas sa „fair chance”.

Milieux chrétiens. Dans les principaux milieux chrétiens, en Palestine comme en beaucoup d'autres endroits, il est de bon ton de mépriser ce qui est juif. On est anti-juif et, encore plus, anti-sioniste. Comme de juste, c'est un fait qu'on éprouve douloureusement dans les milieux juifs et sionistes et on se tient de plus en plus à l'écart. C'est ce qui s'est encore accentué après les troubles de 1929.

Le Patriarche Latin, représentant en Palestine de l'Eglise Catholique, achète du terrain en Palestine. Est-ce pour faire de la concurrence à l'établissement des Juifs ? „Puisse Dieu apporter le succès à son oeuvre. Puisse Dieu prolonger ses jours. Que Dieu le bénisse pour les réels services qu'il rend à la cause arabe en Palestine”, écrit un journal arabe.

Tout cela pour ces achats de terrain !

Parmi les Chrétiens, il y a des personnes qui protestent de leur affection pour le peuple juif, mais qui ne se sentent pas à l'aise dès que le peuple juif veut s'aider lui-même. Que ces personnes interrogent leur conscience et examinent si elles sont tout à fait innocentes des troubles de 1929! Car les Arabes sont absolument conscients du fait que ces Chrétiens-là sont, de leur côté, contre les Juifs. Et c'est ce qui leur donne, au moment voulu, le courage d'attaquer les Juifs.

Une dame chrétienne m'écrivait en automne 1929: „Je suis exaspérée de toutes ces considérations dans des journaux chrétiens. Il apparait maintenant clairement qu'en réalité ils en veulent aux Juifs de leur succès et qu'en fin de compte, ils ne supportent pas que les Juifs possèdent la Palestine. Leur bêtise va jusqu'à leur faire préférer voir le pays aux mains des Arabes. Comme si ceux-là étaient prêts à soutenir les Chrétiens le cas échéant! Je suis excédée de toutes ces stupidités. Car ils sont scandaleusement peu sincères. Ils cachent, sous de belles paroles, leur jalousie et leur aigreur.”

Est-il possible de faire table rase de tout ce qui *Que faut-il faire?* s'est passé, et de recommencer? Les exigences de la population juive sont modestes :

Sécurité de la vie et des biens.

Liberté d'achat de terrain et

Immigration compatible avec les possibilités économiques.

Ne pourrait-on trouver un intermédiaire neutre, peut-être à désigner par le Conseil de la Société des Nations, qui amènerait les différents partis à cesser leurs pratiques, leur bavardage et leurs écrits haineux? On pourrait constituer, sous la présidence d'un Anglais jouissant de l'estime tant des Juifs que des Arabes, un comité restreint, sans caractère officiel, dont le devoir serait de rester au dessus des partis. On pourrait s'y rencontrer sur les terrains culturel et économique. Et on laisserait mûrir le moment d'un rapprochement politique. Juifs et Arabes finiront par s'entendre. Ils finiront par reconnaître qu'ils ne peuvent pas se passer les uns des autres, et cela pas seulement en Palestine.

Ce n'est qu'au moment où les deux groupes de la population seront unis de façon à collaborer à tous les points de vue au bien de leur patrie commune, que la conduite du pays pourra sans danger leur être confiée. C'est alors seulement que la Puissance Mandataire pourra se retirer.

Mais cette perspective ne peut se réaliser que si le Gouvernement de la Palestine est prêt à s'engager de tout coeur dans ce sens. C'est une conduite

diamétralement opposée à la politique du : Diviser pour régner. Il faut une politique qui nécessite la mise en oeuvre des meilleurs hommes que la Puissance Mandataire puisse trouver pour cette tâche, que ce soit en Angleterre ou ailleurs.

L'auteur de ces lignes ne désire pas qu'on considère cet écrit comme étant dirigé contre la nation britannique, malgré la critique qu'il n'a pas épargnée à l'Administration de la Palestine et au Mandataire britannique. Parmi les grandes qualités de cette nation, il en est une que le monde entier apprécie : C'est le sens du Fair Play. Mais il est dur de devoir constater que l'Administration en Palestine n'ait pas, vis-à-vis des Juifs, observé les règles du Fair Play.

Le Mandataire britannique veut-il faire quelque chose pour réparer ce qu'il a omis au cours des dernières dix années ? Ne pourrait-il pas, dans ce cas, élaborer, d'accord avec le Jewish Agency un plan de grande envergure pour le drainage, l'irrigation et l'exécution des travaux sanitaires qu'exige tout le pays ? La population entière en profiterait. Et cela ouvrirait de nouvelles perspectives à une vaste colonisation. Tôt ou tard ce travail devra être fait.



Et s'il est en harmonie avec la volonté de Dieu que le peuple juif retourne en Palestine, ni Mufti, ni Patriarche Latin, ni fonctionnaires de mauvaise volonté, ne pourront l'en empêcher.
